

**« SAS Centrales Villageoises du Grésivaudan »**

**Société par actions simplifiée à capital variable**

**Au capital de 148 500€**

**Siège social : Le Tournoud – 38660 Saint Pancrasse**

**RCS : En cours d'immatriculation**

**STATUTS**

## Préambule

La SAS « Centrales Villageoises du Grésivaudan » s'inscrit dans le programme de développement des Centrales Villageoises initié en Rhône-Alpes avec le soutien de l'Europe et de la Région, soutenu par la Fédération Nationale des Parcs naturels régionaux et Rhônalpénergie-Environnement. Les présents statuts reflètent les enjeux et concourent aux objectifs de la communauté de communes du Grésivaudan et du Parc naturel régional de Chartreuse. Ils s'appuient sur des valeurs partagées par toutes les SAS portant des projets de centrales villageoises.

Les centrales villageoises s'inscrivent dans une démarche globale de réduction des consommations d'énergies et particulièrement de celles basées sur les énergies fossiles productrices de gaz à effet de serre. Elles concourent à un développement massif des énergies renouvelables qui s'inscrivent dans une démarche territoriale et respecte ses valeurs.

Elles s'engagent notamment à :

- œuvrer au maximum avec les élus pour une concertation et une co-construction des projets avec les habitants et acteurs du territoire
- respecter les patrimoines paysager, urbanistique, architectural, social et contribuer à une perception positive de son évolution par les habitants et usagers du territoire
- rechercher en priorité à conforter le développement local, et concourir à la création de richesse pour ses habitants et entreprises
- contribuer à travers ses actions au renforcement des liens sociaux sur le territoire et à la mise en valeur de ses qualités

Ceci exposé, les soussignés ont établi les statuts de la société par actions simplifiée qu'ils ont convenu de constituer.

# TITRE I

## CONSTITUTION - DENOMINATION - OBJET - DUREE - SIEGE

### Article 1<sup>er</sup> \_ Forme

Il est formé entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront ultérieurement aux présents statuts, une **Société par actions simplifiée à capital variable**, régie notamment par :

- le livre II du Code de commerce et plus particulièrement les articles L231-1 et suivants relatifs aux sociétés à capital variable et les articles L.227-1 à L227-20 relatifs aux sociétés par actions simplifiée.
- et par les présents statuts

### Article 2 \_ Dénomination

La dénomination sociale de la société est : « **Centrales Villageoises du Grésivaudan – Grési 21** »

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée à capital variable » ou des initiales « S.A.S. à capital variable », et de l'énonciation du montant du capital social.

### Article 3 \_ Objet social

La société a pour objet :

- l'installation et l'exploitation de centrales de production d'énergie renouvelable et la vente de l'énergie produite
- le développement et la promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergies
- toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social ainsi défini.

La société «Centrales villageoises du Grésivaudan» ne peut réaliser d'investissements immobiliers que sur le territoire constitué par les communes suivantes : Allevard, Barraux, Bernin, Biviers, Chamrousse, Chapareillan, Crêts en Belledonne, Crolles, Frogès, Goncelin, Hurtières, La Buissière, La Chapelle du Bard, La Combe de Lancey, La Ferrière, La Flachère, La Pierre, La Terrasse, Laval, Le Champ près Frogès, Le Cheylas, Le Moutaret, Le Touvet, Le Versoud, Les Adrets, Lumbin, Montbonnot Saint Martin, Pinsot, Pontcharra, Revel, Saint Bernard du Touvet, Saint Hilaire du Touvet, Saint-Ismier, Saint Jean le Vieux, Saint Martin d'Uriage, Saint Maximin, Saint Mury Monteymond, Saint Nazaire les Eymes, Saint Pancrasse, Saint Vincent de Mercuze, Saint Agnès, Sainte Marie d'Alloix, Sainte Marie du Mont, Tencin, Theys, Villard Bonnot ou les communes qui s'ajouteraient à la communauté de communes « Le Grésivaudan » ou les communes nouvelles qui remplaceraient ces communes. L'ensemble de ces communes est nommé « territoire » dans ce document.

#### **Article 4 \_ Durée**

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des voix selon pondération des collèges.

#### **Article 5 \_ Siège social**

Le siège de la société est fixé à Le Tournoud, 38660 Saint Pancrasse.

Il peut être transféré en tout endroit, dans la limite du périmètre du territoire, par décision du Conseil de gestion. Le Conseil de gestion aura pour devoir de décider de l'adresse du siège social lorsqu'il sera constitué.

## **TITRE II**

### **CAPITAL SOCIAL – ACTIONS**

#### **Article 6 \_ Apports**

Lors de la constitution, il est apporté à la Société une somme totale de cent quarante-huit mille cinq cents euros (148500) euros correspondant à mille quatre cents quatre-vingt-cinq (1485) actions de numéraire, d'une valeur nominale de cent euros (100 €) chacune, souscrites et libérées intégralement, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du \_\_\_\_\_ par \_\_\_\_\_ dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des souscripteurs avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

#### **Article 7 \_ Capital social initial**

Le capital social initial est fixé à la somme de cent quarante-huit mille cinq cents euros (148500) euros correspondant à mille quatre cents quatre-vingt (1485) actions de cent (100) euros de valeur nominale chacune.

#### **Article 8 \_ Variabilité du capital – Capital minimum – Capital maximum – Pourcentage détenu**

En application des dispositions des articles L.231 à L.231-8 du Code de commerce, le capital social est susceptible d'augmentation au moyen de l'admission de nouveaux associés ou de la souscriptions d'actions nouvelles par les associés et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les associés.

Sous réserve de ce qui est stipulé ci-après, le capital social effectif peut augmenter sans respecter les règles ordinaires jusqu'au montant du capital maximum statutaire fixé à un million (1 000 000) d'euros.

De même, le capital social effectif peut diminuer par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les associés dans la limite du capital minimum statutaire fixé à trente mille (30 000) euros.

Le capital social statutaire maximum et le capital social statutaire minimum pourront être modifiés par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix selon la pondération par collèges.

Dans les limites de la variabilité du capital fixées ci-dessus, le Président a tous pouvoirs pour recevoir la souscription en numéraire d'actions nouvelles émanant des associés et effectuer les inscriptions modificatives dans les comptes de la société.

Lorsque les souscriptions proviennent de nouveaux souscripteurs, autres que les associés, il est fait application de la clause d'admission prévue à l'article 12 des statuts.

Les actions nouvelles seront souscrites à leur valeur nominale et devront être intégralement libérées.

Sauf dérogation accordée par décision collective à la majorité des deux tiers des voix selon la pondération par collèges, à l'issue du second exercice social suivant la constitution de la Société, chaque actionnaire doit détenir moins de 20% du capital social.

En application des dispositions qui précèdent, l'actionnaire qui détiendrait un pourcentage d'actions supérieur à 20%, quel que soit l'origine de ce dépassement (souscription d'actions, succession ou liquidation d'un régime matrimonial, évolution du capital social,...) est tenu de céder ses actions dans le délai de six mois suivant la tenue de l'assemblée générale ayant statué sur les comptes du second exercice social ou de l'assemblée statuant sur l'exercice au cours duquel est survenu ce dépassement.

L'actionnaire cède les actions en surplus soit à un ou plusieurs actionnaires, soit à un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure prévue à l'article 11.2, soit, à la société.

Dans ce dernier cas, celle-ci est tenue dans un délai de six mois soit de céder soit d'annuler lesdites actions.

## **Article 9 \_ Forme des actions - Souscriptions**

Les actions sont nominatives, non négociables et indivisibles à l'égard de la société. La société ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elles.

Les nouvelles actions seront souscrites au moyen d'un bulletin de souscription, établi en deux exemplaires originaux, à conserver par chacune des Parties.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom des titulaires sur le registre des mouvements et les comptes d'associés tenus par la Société à cet effet.

## **Article 10 \_ Droits et obligations attachés aux actions**

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions des Assemblées Générales régulièrement adoptées.

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir la communication de documents sociaux.

Pour la prise des décisions collectives, chaque actionnaire dispose d'une voix au sein de son collège quel que soit le nombre d'actions détenues.

Les actionnaires sont divisés en 3 catégories d'actionnaires correspondant à 3 collèges de vote, à savoir :

- le collège des particuliers, soit des actionnaires personnes physiques
- Le collège des collectivités territoriales
- Le collège des personnes morales, soit des actionnaires établis sous forme de sociétés, association, EIRL, ou tout actionnaire ayant inscrit sa souscription dans son patrimoine professionnel s'il exerce à titre individuel,

Les collèges de vote ne sont pas des instances titulaires de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à leurs membres. Ils permettent de comptabiliser le résultat des votes en assemblée générale en pondérant le résultat de chaque vote afin de maintenir l'équilibre entre les groupes d'associés et la garantie de la gestion démocratique au sein de la SAS. La procédure de vote par collège est décrite à l'article 22 ci-après.

La propriété d'actions ne donne pas droit à l'utilisation de l'image de la société pour quelque utilisation que ce soit sans l'accord formel du Conseil de Gestion.

## **Article 11 \_ Cession d'actions**

### **11.1 Clause d'inaliénabilité**

Les actions ne peuvent être cédées pendant les cinq premières années, à compter de l'immatriculation de la Société.

Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction d'aliéner pourra être levée par décision collective des actionnaires statuant à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés selon la pondération par collège dans le cas où le nombre de parts concerné est supérieur à cinquante (50) ou par décision du Conseil de gestion dans le cas où le nombre de parts est inférieur ou égale à cinquante (50).

### **11.2 Clause de veto**

Toute cession d'actions à un tiers non actionnaire doit être notifiée au Président.

La notification adressée au Président comprend les éléments suivants :

- . Le nombre d'actions concernées ;
- . Les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro R.C.S., montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- . Le prix et les conditions de la cession projetée ;

Le cessionnaire pressenti doit satisfaire aux conditions prévues à l'article 12 relatives à l'admission d'un nouvel actionnaire.

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant, soit à un descendant, le projet de cession d'actions à un tiers non actionnaire, qu'il soit à titre gratuit ou onéreux fera l'objet d'un examen par le conseil de gestion afin de décider de l'exercice ou non du droit de veto institué par l'article L 231-4 du code de Commerce. Cet examen et la décision du conseil de gestion doivent intervenir dans les trois mois à compter de la notification effective. En l'absence de décision dans ce délai de trois mois, la vente telle que notifiée au Président de la Société peut intervenir.

Le Conseil de Gestion statue sur ce veto à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés. Sa décision n'a pas à être motivée.

En cas de veto exprimé par le conseil de gestion dans le délai de trois mois et dûment notifié au Cédant par lettre recommandée AR, la vente initialement prévue ne peut intervenir.

## **TITRE III**

### **ADMISSION - RETRAIT - EXCLUSION - REMBOURSEMENT**

#### **Article 12 – Admission d'un nouvel actionnaire**

Toute personne physique ou morale peut se porter candidate pour devenir associé à condition de satisfaire aux conditions suivantes :

- être majeur ou majeur sous tutelle
- être mineur émancipé
- être mineur non émancipé représenté par son tuteur ou administrateur légal
- à compter du 3<sup>ème</sup> exercice social, souscrire un nombre d'actions représentant moins de 20% du capital social
- Souscrire un nombre minimum de 5 actions pour les personnes morales. Toutefois, le conseil de gestion se réserve le droit de déroger à cette règle.
- Démontrer un lien réel avec les communes citées à l'article 3 (résidence, activité professionnelle, famille ...).

Sauf lorsque l'admission fait suite à une cession et a déjà été examinée dans le cadre de la clause de veto prévue à l'article 11.2, toute personne sollicitant son admission doit présenter sa demande au Président de la Société lequel la transmet au Conseil de gestion qui accepte ou refuse l'admission.

La notification adressée au Président comprend les éléments suivants :

- . Le nombre d'actions concernées ;
- . Les informations suivantes : nom, prénoms, adresse et nationalité  
ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro R.C.S., montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- . La justification du lien avec les communes citées à l'article 3 ;

Le Conseil de gestion statue sur l'admission à la majorité des deux-tiers des voix des membres présents ou représentés.

Un représentant des héritiers d'un associé décédé ou leur tuteur peut solliciter son admission dans les mêmes conditions.

La liste actualisée des associés est communiquée à chaque assemblée générale annuelle.

Par dérogation aux stipulations qui précèdent, l'admission d'un nouveau membre, à compter du 3<sup>e</sup> exercice, pour un montant de capital supérieur à 20% du capital social, pourra être acceptée par décision collective des actionnaires prise à la majorité des deux tiers des voix selon pondération des collègues.

## **Article 13 – Retrait d'un associé**

Sauf application des dispositions concernant le capital social statutaire minimum, tout associé pourra se retirer de la société à la date de clôture de chaque exercice social à compter de la sixième (6<sup>ème</sup>) année suivant l'immatriculation de la société.

Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction de se retirer pendant le délai de cinq ans pourra être levée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des actionnaires présents et représentés pondérées par collèges dans le cas où le nombre de parts concerné est supérieur à cinquante (50) ou par décision du conseil de gestion selon les règles définies en article 19 dans le cas où le nombre de parts est inférieur ou égale à cinquante (50).

Le retrait devra être notifié au Président par courriel avec accusé de réception ou, à défaut, lettre recommandée avec accusé de réception, deux mois au moins avant la clôture de l'exercice.

Il prendra effet à la clôture de cet exercice social.

Dans le cas où la demande de retrait d'un associé devait être refusée du fait qu'elle aurait pour effet de ramener le capital en dessous du capital minimum statutaire tel que fixé à l'article 8 ci-dessus, le retrait, pour tout ou partie de ses actions, serait prioritairement proposé audit associé dès que le montant du capital social le permettrait. Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique d'enregistrement des demandes.

## **Article 14\_ Clause d'exclusion**

Un associé peut être exclu de la société en cas de survenance d'un des événements suivants :

- Non-respect des statuts
- Préjudice moral ou matériel causé à la société
- Défaut de règlement des sommes dues à la société, un mois après une sommation de payer faite par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse
- Condamnation à une peine criminelle

### **Procédure d'exclusion :**

La décision d'exclusion devra figurer à l'ordre du jour de l'assemblée.

L'associé devra être convoqué à cette assemblée, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, résumant les griefs invoqués contre lui et l'invitant à présenter sa défense au cours de cette assemblée, soit par lui-même, soit par un autre associé.

Il doit s'écouler un délai minimum de trente (30) jours entre la date d'expédition de la convocation et le jour de la comparution.

La décision d'exclusion est prise par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité des deux tiers des voix selon pondération des collègues après avis du Conseil de gestion.

A défaut d'être présent ou représenté à l'assemblée générale, la décision est reportée à une seconde assemblée et l'associé est convoqué une nouvelle fois par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

A défaut d'être présent ou représenté à la deuxième assemblée générale, la décision est prise en son absence

Si la décision d'exclusion est votée, elle sera immédiatement exécutoire.

La notification de la décision d'exclusion est faite par courriel avec accusé de réception ou, à défaut, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Le rachat des actions de l'associé exclu est effectué par la société qui annule les actions concernées.

### **Article 15 – Perte de la qualité d'associé**

La perte de la qualité d'associé peut résulter des situations suivantes :

- La cession de l'intégralité de ses actions
- Le décès de l'associé
- Le retrait de l'associé
- L'exclusion prononcée par l'Assemblée Générale, après avis motivé du Conseil de gestion, dans les conditions prévues à l'article 14 des statuts.

### **Article 16 – Droits et obligations de l'associé sortant**

L'associé qui se retire ou est exclu a droit au remboursement de la somme versée sur le montant nominal de ses actions.

Cette somme est, le cas échéant, diminuée de sa quote-part dans le montant des pertes qui excèdent les réserves figurant au bilan.

Pour ce calcul, il est tenu compte, en cas de retrait, du dernier bilan arrêté avant la date d'effet du retrait ou de l'exclusion, à moins que le Conseil de gestion ne préfère établir une situation à la date de prise d'effet de la perte de la qualité d'associé.

Dans tous les cas le bilan servant au calcul des droits de l'associé sortant sera établi sur la base des valeurs réelles des actifs et des passifs, arrêtées soit d'un commun accord, soit par expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le remboursement des sommes dues à l'associé, dans les conditions ci-dessus, ou à ses ayants droit, doit intervenir dans le délai fixé par le Président, de façon à ne pas préjudicier au bon fonctionnement de la société, sans que ce délai puisse excéder un an.

L'associé quittant la société est tenu de rembourser à celle-ci toutes sommes pouvant lui être dues, ainsi que, le cas échéant, le montant de sa quote-part dans les pertes calculées comme il est dit ci-dessus.

Ce remboursement doit être effectué immédiatement, le Président pouvant, toutefois, accorder des délais, s'il l'estime opportun.

## **TITRE IV**

### **ADMINISTRATION – CONTROLE**

#### **Article 17 \_ Le président**

La société est représentée, gérée et administrée par un président personne physique choisie parmi les associés.

Le premier président est nommé dans les statuts. En cours de vie sociale, il est nommé ou renouvelé par le Conseil de gestion.

Le Conseil de gestion nomme, en outre, un vice-président chargé de convoquer le Conseil de gestion et de procéder aux consultations collectives des associés en cas d'empêchement du président. En l'absence ou en cas d'empêchement du président, le vice-président préside les conseils de gestion et les assemblées d'associés.

Le premier Vice-président est nommé dans les statuts.

Les fonctions de président et de vice-président ne sont pas rémunérées.

La durée des fonctions du Président et du vice-président est de 3 ans renouvelable 1 fois.

La révocation du Président et du vice-président peut être prononcée à tout moment par le Conseil de gestion et n'ouvre droit à aucune indemnité.

#### **Pouvoirs du président**

Le président représente la société à l'égard des tiers, conformément à l'article L 227-6 du Code de commerce.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à la collectivité des associés par les présents statuts ou la loi et sous réserve des pouvoirs attribués statutairement au Conseil de gestion, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Lorsqu'il n'est pas nommé de commissaires aux comptes, le président établit un rapport sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce qu'il présente aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le Président doit recueillir l'accord préalable du Conseil de gestion pour les décisions suivantes :

- admettre un nouvel associé,
- acquérir ou céder tout élément d'actif, prendre l'initiative de tout procès ou transaction de quelque nature que ce soit,
- conclure toute convention d'occupation,
- conclure toute convention d'emprunt avec les organismes bancaires,
- conclure tout acte d'achat d'un montant supérieur à 2000€,
- créer ou supprimer toute branche d'activité,
- créer, supprimer ou déplacer toute unité de production, tout établissement secondaire.

### **Article 18\_ Délégation de pouvoirs**

Le président pourra se substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire du président pour une durée n'excédant pas six mois, dûment constaté par le Conseil de Gestion, le Vice-président exerce les fonctions de Président par intérim.

En cas d'empêchement d'une durée supérieure ou de décès du président, le Conseil de gestion pourvoit au remplacement du Président dans les conditions prévues aux articles 17 et 19.

### **Article 19\_ Conseil de gestion**

Le Conseil de gestion est composé de six à quinze membres choisis parmi les associés.

Les membres du conseil de gestion sont répartis suivant les trois collèges et la répartition par collège est la suivante

En cas où un collège ne comporte aucun actionnaire, la répartition s'applique en mettant zéro dans le nombre de membres issus de ce collège.

<b>Nombre de membres du conseil de gestion si les trois collèges ont des actionnaires</b>	<b>Nombre de membres issus du collège particuliers</b>	<b>Nombre de membres issus du collège collectivités</b>	<b>Nombre de membres issus du collège autres personnes morales</b>
15	9	4	2
14	8	4	2
13	8	3	2

12	7	3	2
11	7	3	1
10	6	3	1
9	6	2	1
8	5	2	1
7	4	2	1
6	4	1	1

La Communauté de Communes du Grésivaudan a un siège permanent au conseil de gestions au sein du collège collectivités.

Par dérogation, à la constitution de la Société, le Conseil de gestion peut être composé de trois à quinze membres ne répondant pas aux dispositions requises par la constitution de collèges.

Les associés complètent le nombre de sièges du Conseil de gestion afin qu'il atteigne le minimum de six en une ou plusieurs fois, lors de la première assemblée générale suivant l'immatriculation de la Société et ,le cas échéant, des assemblées suivantes.

Les premiers membres du Conseil de gestion sont désignés dans les statuts.

Par la suite, les membres du Conseil de gestion sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions et par collège à la majorité simple des voix par décision collective des associés de chaque collège qui peuvent les révoquer à tout moment, sans que cette révocation n'ouvre droit à indemnité, dans les mêmes conditions. En cas d'égalité, un tirage au sort sera réalisé.

Le Président est membre de droit du Conseil de gestion dont il assure la présidence. En son absence ou en cas d'empêchement du Président, le Conseil de gestion est présidé par le vice-président. En cas d'absence ou d'empêchement du vice-président, les membres du conseil de gestion désignent un président de séance.

Le mandat des membres du Conseil de gestion est de 3 ans renouvelable.

Le Conseil de gestion détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs légaux attribués à la collectivité des associés, il se saisit de toutes questions intéressant la bonne marche de la société et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent.

Il arrête les comptes annuels et le rapport de gestion à présenter à l'assemblée générale annuelle des associés ainsi que la proposition d'affectation des résultats.

Il convoque l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes sociaux, en fixe l'ordre du jour et arrête les projets de résolutions à présenter à l'assemblée générale

Par suite de l'assemblée générale annuelle, il arrête les modalités de paiement des dividendes.

Il est, en outre, compétent pour les pouvoirs spécifiques qui lui sont attribués par les statuts, notamment le Président devra recueillir l'accord préalable du Conseil de gestion pour les décisions figurant à l'article 17.

Le Conseil de gestion met en œuvre la procédure de veto.

Il décide, en outre, le principe et les modalités des avances en compte courant d'associé.

Le Conseil de gestion se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et, au moins une fois tous les trois mois.

Le conseil de gestion est convoqué par son président, ou, en cas d'empêchement du président, par le vice-président par tout moyen écrit (lettre, courriel, télécopie) cinq jours à l'avance. En cas d'urgence, le Conseil de gestion peut être réuni sans délai. La convocation précise l'ordre du jour.

Sauf majorité statutaire spécifique prévue pour certaines décisions, le Conseil de gestion statue à la majorité des voix des membres présents ou représentés, en cas de partage la voix du président compte double.

Chaque membre peut se faire représenter à la séance d'un Conseil de gestion dans le cadre d'un mandat écrit donné à un autre membre ou à défaut au président. Le nombre de mandats par personne est limité à 2.

Les décisions et avis du Conseil de gestion sont constatés dans des procès-verbaux signés par le Président de séance et au moins un autre membre du conseil et conservés dans un registre spécial.

Dans les rapports avec les tiers, la société n'est engagée que par le Président qui devra toutefois rendre compte de sa gestion au Conseil de gestion.

Afin d'intégrer les projets nouveaux validés par le conseil de gestion, le conseil de gestion peut décider d'associer à tout ou partie de ses travaux le pilote de ces projets avec voix consultative.

Ce mode de participation pourra se poursuivre jusqu'à ce qu'un membre du projet puisse intégrer le conseil de gestion, ou que le conseil décide d'arrêter ce mode de participation.

## **Article 20\_ Commissaires aux comptes**

A la constitution de la Société, il n'est pas nommé de commissaires aux comptes.

En cours de vie sociale, si la société venait à remplir les conditions légales d'appartenance à un groupe ou si elle venait à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du chiffre d'affaires ou du total du bilan, le contrôle légal de la société devra être effectué par un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant désignés par décision collective des actionnaires.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirant après l'approbation des comptes du sixième exercice.

Ils exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur relatifs aux sociétés commerciales.

## **Article 21\_ Conventions entre la Société et ses dirigeants**

Conformément aux dispositions de l'article L.227-10 du code de commerce, le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président de la société présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3.

Les associés statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées, produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

## TITRE V

### DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

#### **Article\_22 – Droits de vote - Représentation. Conditions de majorité**

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur ses actions.

Le droit de participer aux décisions collectives est subordonné à l'inscription en compte des actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la décision collective.

Pour la prise de décision collective, il est fait référence aux stipulations de l'article 10 des statuts d'une part et d'autre part, les votes seront pondérés par collège comme suit : 70% pour les particuliers, 25% pour les collectivités, 5% pour les autres personnes morales.

Ceci veut dire que les votes sont comptés par collège, puis le coefficient de pondération ci-dessus est appliqué à ces votes par collège pour obtenir le résultat du vote final.

Par exemple à une question ayant une réponse par oui ou non,

Collège particulier : OUI=60 % ; NON=40%

Collège collectivités : OUI = 20% ; NON = 80 %

Collège autres personnes morales : OUI = 10% ; NON = 90%

Résultat avec pondération : OUI =  $(70\% \times 60\%) + (25\% \times 20\%) + (5\% \times 10\%) = 47,5 \%$

NON =  $(70\% \times 40\%) + (25\% \times 80\%) + (5\% \times 90\%) = 52,5 \%$

Si un collège n'est pas pourvu, la pondération de vote de ce collège sera répartie proportionnellement sur les autres collèges.

Dans les assemblées, chaque actionnaire peut se faire représenter par son conjoint, son partenaire pacsé ou par un autre actionnaire de la société. Il peut aussi voter par correspondance.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité ou une majorité particulière en application des dispositions légales ou des présents statuts, les décisions collectives sont adoptées à la majorité des voix suivant la pondération par collège.

Requièrent, notamment, une décision unanime des associés conformément aux dispositions de l'article L.227-19 du Code de commerce, l'adoption ou la modification des clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément des cessions d'actions, à l'obligation pour un associé de céder ses actions et à la suspension de ses droits non pécuniaires.

## **22.1 Cas particulier des collectivités : Désignation des représentants**

Pour chaque collectivité actionnaire, un membre titulaire et un membre suppléant seront désignés par une délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité.

### **Article\_23 – Décisions obligatoirement prises par les associés.**

Les décisions en matière d'augmentation ou de réduction de capital (en dehors de l'application de la clause de variabilité du capital social), d'amortissement, de fusion, de scission, de dissolution, de transformation en une société d'une autre forme, de nomination de commissaires aux comptes (le cas échéant), de comptes annuels et de bénéfices ainsi que l'approbation des conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce sont, dans les conditions prévues par les statuts, exercées collectivement par les associés.

Relèvent, également, de la décision collective des associés les décisions suivantes :

- Toute autre modification statutaire,
- La nomination des membres du Conseil de gestion, leur révocation,
- La levée de la clause d'interdiction d'aliéner ou du retrait d'un associé avant la durée de cinq ans suivant l'immatriculation de la société, tel que défini dans l'article 11.1
- La prise de participation de la société dans tout groupement ou société
- La poursuite de la société ou sa dissolution en cas d'insuffisance de capitaux propres
- Décider ou autoriser l'émission d'obligations et en fixer ses modalités ou déléguer au Président ou au Conseil de gestion les pouvoirs pour réaliser l'émission d'obligation et en arrêter les modalités
- le dépassement du seuil de détention du capital au-delà de 20%, par un actionnaire ou toute personne souhaitant entrer au capital

### **Article\_24 – Modalités de consultation des associés**

Toutes les décisions collectives pourront être prises en assemblée, à distance, par voie de consultation écrite ou d'un vote électronique, par conférence vidéo ou encore dans un acte signé par tous les associés. Le choix de la forme de la décision collective appartient au Président.

Toutefois, l'assemblée générale est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la date de clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes sociaux.

Le Président est aussi tenu de convoquer l'assemblée générale lorsque l'ordre du jour comprend un point relatif à l'exclusion d'un associé ou lorsqu'il s'agit de statuer sur la poursuite ou la dissolution de la société du fait de l'insuffisance des capitaux propres.

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le Président sauf lorsqu'il s'agit de l'assemblée générale annuelle où celle-ci est convoquée par le Conseil de gestion.

Les convocations sont signées du président, ou en cas d'empêchement du président, par le vice-président.

À défaut, elles peuvent être également convoquées par le commissaire aux comptes, s'il en est nommé, ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation des assemblées générales est faite, aux frais de la société, par lettre simple ou recommandée, ou par voie électronique avec accusé de réception (sauf lorsqu'au moment de son admission l'associé aura souhaité être convoqué uniquement par courrier). La convocation est adressée à chacun des actionnaires quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence ou son empêchement par le vice-président. A défaut, l'assemblée désigne parmi les associés présents son président de séance.

Pour les assemblées, chaque actionnaire peut se faire représenter par son conjoint, son partenaire pacsé ou par un autre actionnaire de la société.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence : celle-ci dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par le président.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé pour l'assemblée concernée (ou bien pour la consultation à distance)

L'ordre du jour de l'assemblée (ou bien : de la consultation à distance), qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

## **Article\_25 – Procès-verbaux**

Toute décision collective prise par les associés est constatée par un procès-verbal, dressé et signé par le Président et un autre actionnaire.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception. Le défaut de réponse

dans le délai indiqué pour la consultation écrite vaut abstention totale de l'associé pour l'ensemble des résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal mentionnant la réponse de chaque actionnaire.

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus au siège social, cotés et paraphés.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibérations des actionnaires sont valablement certifiées conformes par le président ou le vice-président.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par le seul liquidateur.

## **TITRE VI**

### **COMPTES SOCIAUX – REPARTITION DES RÉSULTATS**

#### **Article 26 \_ Exercice social**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Par exception le premier exercice commencera le jour d'immatriculation de la société et se clôturera le 31 décembre de l'année suivante.

#### **Article 27 \_ Inventaire et comptes sociaux**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi. À la clôture de chaque exercice, le Conseil de gestion dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il présente les comptes annuels de l'exercice, il arrête des comptes annuels et soumet l'approbation des comptes de l'exercice aux associés à l'occasion de l'Assemblée Générale annuelle.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du résultat de gestion, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le Conseil de gestion établit le rapport de gestion qui décrit la situation de la Société durant l'exercice écoulé, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, les perspectives et évolutions possibles.

#### **Article 28\_ Approbation des comptes annuels et répartition des résultats**

L'assemblée générale des associés est appelée à statuer collectivement sur l'approbation des comptes de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture, le Conseil de gestion arrête les comptes, et établit un rapport de gestion qui est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

L'affectation des résultats est proposée par le Conseil de gestion et décidée par l'Assemblée Générale des associés.

Après approbation des comptes annuels et constatation d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale détermine, sur proposition du Conseil de gestion, la part attribuée à la réserve statutaire et la part distribuée aux associés sous forme de dividendes.

La réserve statutaire doit s'élever au moins à 40% des bénéfices en plus de la réserve légale. Le taux de rémunération des actions sous forme de dividendes devra rester inférieur à 5%.  
Il ne sera pas versé de dividendes durant les 3 premiers exercices.

### **Article 29 \_ Paiement des dividendes**

Le paiement des dividendes se fait dans les conditions arrêtées par le Conseil de gestion lors de sa première réunion suivant l'Assemblée Générale. Le conseil de gestion peut décider le paiement sous forme de mise en compte des dividendes pour des montants faibles.

### **Article 30 \_ Utilisation des réserves**

L'Assemblée générale décide de l'affectation des réserves.

## **TITRE VII**

### **PROROGATION - DISSOLUTION – LIQUIDATION**

#### **Article 31 \_ Capitaux propres insuffisants par rapport au capital social**

Conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce, si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés doivent décider en assemblée générale s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

#### **Article 32 \_ Dissolution, liquidation, prorogation**

Hors cas prévus par la loi, les associés peuvent décider la dissolution volontaire anticipée par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires selon pondération des collèges.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

La décision de prorogation de la société est prise par décision collective des actionnaires à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires selon pondération des collèges, un an au moins avant la date d'expiration de la société.

#### **Article 33 \_ Contestations**

En cas de contestation qui pourrait s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la société, soit entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable, le cas échéant par voie de conciliation.

Si néanmoins le désaccord persiste, il sera soumis à l'arbitrage d'un organisme habilité ou au tribunal compétent du lieu d'immatriculation de la société.

Dans le cas de l'arbitrage, chacune des parties désignera un arbitre, puis les arbitres désignés en choisiront un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair. À défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance du Président du tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du tribunal de commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres seront tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel. Les honoraires des arbitres seront supportés à égalité par les parties.

Les parties attribuent compétence au Président du tribunal de commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

## **TITRE VIII**

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 34 \_ Engagement pour le compte de la société avant la signature des statuts**

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Préalablement à la signature des statuts et conformément à l'article R.210-6 du Code de commerce, l'état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la société, a été présenté aux soussignés, étant précisé que ledit acte a été tenu à la disposition des actionnaires trois jours au moins avant la signature des présentes.

Cet état est annexé aux présents statuts et sa signature emportera reprise de ces engagements par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

#### **Article 35 \_ Mandat de prendre des engagements pour le compte de la société entre la signature des statuts et son immatriculation**

Les soussignés, membres fondateurs de la société « SAS Centrales villageoises du Grésivaudan » société par actions simplifiée à capital variable, au capital de cent quarante-huit mille cinq cents euros, dont le siège social est à Le Tournoud, 38660 Saint Pancrasse donne mandat au Président, Monsieur Christophe Vannier demeurant à Le Tournoud, 38660 Saint Pancrasse de prendre au nom et pour le compte de la Société entre la signature des statuts jusqu'à son immatriculation au Registre du commerce et des Sociétés, tous les engagements permettant d'ores et déjà l'exercice de l'activité sociale.

C'est ainsi que Monsieur Christophe Vannier est autorisé dans le cadre de son mandat et pour le compte de la société à passer les engagements jugés urgents et conforme à l'intérêt social, encaisser toutes sommes, faire toutes déclarations, acquitter toutes taxes ou impôts, signer toutes pièces et en général faire le nécessaire.

Les soussignés donnent également mandat à Monsieur Christophe Vannier pour accomplir toutes les formalités de constitution et notamment :

- Effectuer les publicités légales, dépôts de pièces et insertions ;
- Faire toutes déclarations exigées par les administrations fiscales ou autres ;
- Faire immatriculer la société au Registre du Commerce et des Sociétés ;
- Payer les frais de constitution ;

Les soussignés donnent également mandat au président pour :

- Signer tous actes, formules, pièces, registres et procès-verbaux nécessaires, faire toutes déclarations, fournir toutes justifications utiles, élire domicile et substituer.

Christophe Vannier

## **Article 36 \_ Désignation du premier Président et du premier Vice-président**

Le premier Président de la société, nommé aux termes de l'article 17 des statuts, pour une durée de deux ans devant s'achever lors de l'assemblée générale des associés devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 est :

- M. Christophe VANNIER, né le 22 Février 1981, à Paris XI demeurant Le Tournoud 38660 Saint Pancrasse

M. Christophe VANNIER accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa désignation et l'exercice de ses fonctions.

Le premier Vice-président de la société, nommé aux termes de l'article 17 des statuts, pour une durée de deux ans devant s'achever lors de l'assemblée générale des associés devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 est :

- M. Vincent GAY, né le 10 Mars 1965, à Argenteuil demeurant 152 Rue Georges Brassens 38920 Crolles

M. Vincent GAY accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa désignation et l'exercice de ses fonctions.

## **Article 37 \_ Désignation des premiers membres du Conseil de gestion**

Les 11 premiers membres du Conseil de gestion, nommés aux termes de l'article 19 des statuts, pour une durée de 2 ans devant s'achever lors de l'assemblée générale des associés devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017, sont :

- M. Bertrand CHRISTIAN, né le 28 Juin 1947, à Sarreguemines demeurant 60 Impasse Mozart 38920 Crolles
- M. Olivier DOUCET, né le 24 Aout 1970, à Montpellier demeurant Cidex 117 Etg RC 84 Imp Tuileries 38920 Crolles
- M. Vincent GAY, né le 10 Mars 1965, à Argenteuil demeurant 152 Rue Georges Brassens 38920 Crolles
- M. Luc JOURDAN, né le 14 Octobre 1958, à Anse demeurant 296 Impasse Jacques Brel 38920 Crolles
- M. Thibault LAJUGIE, né le 18 Juillet 1988, à Suresnes demeurant Route des 3 villages, Le Tournoud 38660 Saint Pancrasse
- M. Pierre MAURE, né le 14 Avril 1959, à Dijon demeurant 265 Rue Victor Hugo 38920 Crolles
- M. Hervé MINGAM, né le 26 Octobre 1948, à Pleyber-Christ demeurant 164 Impasse Robert Desnos 38920 Crolles

- M. Alain ROUGIER, né le 20 Décembre 1957, à La Tronche demeurant Chemin Saint Pierre 38660 Saint Pancrasse
- M. Christophe VANNIER, né le 22 Février 1981, à Paris XI demeurant Le Tournoud 38660 Saint Pancrasse
- M. Frédéric WURTZ, né le 07 Mars 1970, à Sarreguemines demeurant 32 Rue Gustave Flaubert 38920 Crolles
- M. Jean Marc FELDMAN, né le 24 Janvier 1957, à Paris XII demeurant 3047 Route du Col de Marcieu 38660 Saint Bernard du Touvet

lesquels acceptent les fonctions qui leur sont confiées et déclarent n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher leur désignation et l'exercice de leurs fonctions.

Fait à Crolles,

Le 30 Avril 2016

En trois exemplaires originaux, dont un pour être déposé au siège et deux pour les formalités d'enregistrement et de dépôt au greffe du tribunal de commerce.

**Les actionnaires (paraphes et signatures)**

Pour la communauté de  
communes Le Grésivaudan,  
le président Francis Gimbert

Pour la commune de Crolles,  
Le maire Philippe Lorimier

Pour la commune de Bernin,  
La Maire Cécile Rocca

Pour la commune de Saint Hilaire,  
Le Maire Jean Bernard Allan

Pour la commune de Saint Bernard,  
Le Maire Fabrice Serrano

Pour la commune de Saint Pancrasse  
Le Maire Christophe Riquet

Olivier Doucet Pierre Maure Luc Jourdan Hervé Mingam

Pouvoir au président

**Le Président** (mention « Bon pour acceptation des fonctions de Président suivie de sa signature)

**Le Vice-président** (mention « Bon pour acceptation des fonctions de Vice-président suivie de sa signature)

**Les membres du Conseil de gestion** (mention « Bon pour acceptation des fonctions de membre du Conseil de gestion suivie de leur signature)